

Nouveau rapport du BIT sur la situation des travailleurs des territoires arabes occupés

GENÈVE (Nouvelles du BIT) – Le rapport annuel du Bureau international du Travail (BIT) sur la situation des travailleurs des territoires arabes occupés dresse «un tableau sombre de la situation humaine, économique et sociale dans les territoires arabes occupés, avec pour toile de fond des négociations de paix au point mort» ([Note 1](#)).

«Au sortir de la guerre dévastatrice qui a eu lieu en début d'année, la situation à Gaza réunit tous les ingrédients d'une catastrophe humanitaire. La population est littéralement coupée du reste du monde et dépend de l'assistance internationale pour vivre. Avec des milliers d'usines fermées et de personnes sans travail, l'économie moderne s'est paralysée, cédant la place à l'improvisation et à *l'économie des tunnels*», explique le rapport.

En revanche, la situation des travailleurs et des familles sur la Rive occidentale semble montrer de légers signes d'amélioration en termes de sécurité et d'activité économique.

Toutefois, «cette accalmie n'a pas pu mettre un terme à la baisse du revenu moyen, ni à la situation désastreuse de l'emploi et, encore moins, inverser ces tendances. Les mesures de bouclage, notamment le mur de séparation et l'intensification des activités de peuplement dans les territoires occupés, ont étouffé toute initiative économique qui pouvait se manifester», souligne le rapport.

La mission de l'OIT a observé une expansion continue des colonies israéliennes sur la Rive occidentale, y compris Jérusalem-Est. «La présence d'un nombre croissant de colons israéliens menace directement les moyens de subsistance des Palestiniens, qui ne peuvent ni accéder à leurs terres et autres ressources (en particulier l'eau), ni construire des logements et des infrastructures économiques (en particulier des entreprises); elle s'accompagne d'une rigoureuse restriction des déplacements de personnes et de marchandises», précise le rapport.

A Jérusalem-Est, la population arabe fait l'objet de pressions croissantes en ce qui concerne le logement, les zones d'habitation, les droits de résidence et, par conséquent, l'emploi et les moyens d'existence. Selon le rapport, «Jérusalem-Est est pour ainsi dire coupée de l'environnement social, économique et politique de la Rive occidentale».

Le rapport constate aussi que «les citoyens syriens qui vivent dans le Golan syrien occupé sont confrontés à des obstacles qui entravent gravement le maintien de leurs moyens d'existence et de leurs activités», et que leur accès à la terre et à l'eau demeure «sévèrement limité».

Les enseignements de ce rapport se fondent sur la mission diligentée dans les territoires arabes occupés, en Israël et dans la République arabe syrienne un peu plus tôt cette année pour évaluer la situation des travailleurs des territoires arabes occupés, à savoir la Rive occidentale, la bande de Gaza et le Golan syrien occupé. La mission de l'OIT a également procédé à des consultations avec l'Organisation arabe du travail (OAT) et la Ligue des Etats arabes (LEA) au Caire.

Le rapport évoque les inquiétudes de la mission de l'OIT sur le fait que plus de la moitié des 15-29 ans ne fait pas d'études et ne travaille pas. Selon le rapport, ce n'est pas seulement «un gâchis de ressources humaines précieuses ... mais, dans le contexte des territoires occupés, une dangereuse combinaison».

Le rapport montre aussi que l'économie et le marché du travail palestiniens ne peuvent pas fonctionner sous l'occupation. La modeste croissance du PIB enregistrée en 2008 par rapport à 2007 ne s'est pas traduite par une hausse du revenu, du fait de l'accroissement démographique. Le PIB réel par habitant reste inférieur de près de 28 pour cent à son plus haut niveau de 1999.

«La persistance d'un taux de chômage élevé et d'emplois peu productifs s'accompagne d'une pauvreté permanente et dégradante. Des moyens d'existence réduits à néant et des perspectives d'avenir incertaines se traduisent par un sentiment de désespoir et de frustration pour de trop nombreux Palestiniens, hommes, femmes et enfants», note le rapport. Cela s'est traduit par la montée en flèche du chômage à Gaza, où il est passé de 28,9 à 44,8 pour cent. Selon le rapport, ces chiffres ont encore probablement augmenté depuis l'invasion militaire de Gaza en janvier 2009.

Le rapport fait référence à cinq principaux leviers de changement, notamment la levée du siège de Gaza et la mise en œuvre de l'accord de 2005 sur les déplacements et l'accès à la Rive occidentale et à la bande de Gaza; la suppression des restrictions d'accès et de circulation imposées aux entreprises privées et aux travailleurs; la concrétisation de la réconciliation interpalestinienne; l'amélioration continue de la gestion des affaires publiques par l'Autorité palestinienne; et l'optimisation du volet emploi de l'assistance internationale.

La mission a pu se rendre compte d'un programme renforcé de coopération technique de l'OIT dans les territoires arabes occupés, qui a été approuvé et formellement entériné par le ministre palestinien du Travail et de la Planification en mai 2008. Ce programme en faveur de l'emploi vise à renforcer la gouvernance et les droits dans le domaine du marché du travail; à améliorer l'employabilité en développant les compétences et l'économie locale; et à renforcer l'esprit d'entreprise et la productivité à l'appui de la croissance du secteur privé.

Selon le rapport, d'importants progrès ont été réalisés en ce qui concerne l'intégration de l'assistance technique du BIT dans la programmation et la planification des activités de l'Equipe de pays des Nations Unies. L'OIT a participé aux activités concernant la promotion de l'autonomisation sociale, économique et politique des femmes dans les territoires palestiniens occupés, à l'élaboration du Plan palestinien de redressement rapide et de reconstruction pour Gaza 2009-10 et du Programme palestinien en faveur de l'emploi.

La mission a également mis en lumière le rôle des partenaires sociaux, ainsi que l'appui dont ils ont besoin et qu'ils peuvent attendre de l'OIT. «Leur contribution à la redynamisation de lieux de travail et d'entreprises fragilisés est fondamentale en toute circonstance», précise le rapport.

Le rapport du BIT appelle la communauté internationale à s'engager plus fermement «à en finir avec cette interminable succession de privations subies par les Palestiniens des territoires arabes occupés et à permettre à ceux-ci d'exercer leur droit légitime au statut d'Etat, dans la dignité et en paix avec tous leurs voisins».

Note 1 – *La situation des travailleurs dans les territoires arabes occupés*, Annexe au Rapport du Directeur général à la Conférence internationale du Travail, 98e session, Bureau international du Travail, Genève, 2009.